

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 16 février 2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 1<sup>er</sup> février 2024

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAFETY KLEEN FRANCE**

Rue des Osiers  
78310 COIGNIERES

Code AIOT : 0006506764

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 1<sup>er</sup> février 2024 dans l'établissement SAFETY KLEEN FRANCE implanté 20 rue des Osiers ZA du Marais (78310) COIGNIERES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action coup de poing "sanctions" qui vise à contrôler sur le terrain le retour à la conformité des installations classées pour la protection de l'environnement ayant fait l'objet d'une mise en demeure ou d'une sanction à la suite d'une précédente visite d'inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAFETY KLEEN FRANCE
- 20 rue des Osiers ZA du Marais (78310) COIGNIERES
- Code AIOT : 0006506764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAFETY KLEEN FRANCE réalise une activité de prestation de services auprès d'industriels. Cette dernière consiste en la mise à disposition de machines de nettoyage et de produits de dégraissage (lessiviel de dégraissage, solvant, diluant, fontaine de dégraissage). SAFETY KLEEN FRANCE assure la fourniture de produits neufs ainsi que la reprise et l'évacuation des produits usagés.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Contrôle du respect d'une mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des constats

Le site reste très encombré par les stockages de produits chimiques neufs et usagés en récipients mobiles. L'exploitant a indiqué à l'équipe d'inspection qu'une feuille de route allait être définie pour la réorganisation du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	BREF WT	Règlement européen du 10 août 2018, MTD 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	BREF WT	Règlement européen du 10 août 2018, MTD 14	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	Sans délai
3	BREF WT	Règlement européen du 10 août 2018, MTD 19	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	Sans délai
5	Organisation	Arrêté Préfectoral du 25 avril 2001, article 3.V.7.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	Sans délai
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 25 avril 2001, article 3.I.7.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Prévention des émissions dans le sol et les eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 08 octobre 2015, article 4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
10	Réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 25 avril 2001, article 3.1.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois et 4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 25 avril 2001, article 3.V.3.1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 08 octobre 2015, article 5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Bilan quadriennal	AP Complémentaire du 08 octobre 2015, article 5.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	Qualité des effluents rejetés	Arrêté Préfectoral du 25 avril 2001, article 3.1.6.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Depuis la visite d'inspection du 16 décembre 2022, la qualité des eaux pluviales en sortie de décanteur et des eaux souterraines s'est améliorée. L'installation reste cependant non conforme à plusieurs prescriptions relatives à la réduction des émissions diffuses, à la prévention du risque incendie et à la prévention des pollutions accidentelles.

Les non-conformités persistantes relevées dans cet établissement questionnent à la fois sur la pertinence de l'organisation adoptée par la société (pilotage « lointain » de la fonction HSE depuis le siège), sur le degré d'implication de la chaîne hiérarchique et sur le sens des responsabilités du personnel dirigeant, que ce soit envers l'environnement ou la sécurité de son personnel.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : BREF WT**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 10 août 2018, MTD 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Performance environnementale globale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022 ;</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites ;</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale ;</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 23 février 2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</p> <p>I. engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;</p> <p>II. définition, par la direction, d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;</p> <p>III. planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, planification financière et investissement ;</p> <p>IV. mise en œuvre des procédures, prenant particulièrement en considération les aspects suivants</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant indique à l'équipe d'inspection ne pas être certifié EMAS ou ISO 14001 à date et que la démarche de certification du site est prévue pour l'année 2025.</p> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un comparatif des dispositions du BREF WT relatives à la mise en place d'un système de management environnemental (SME) avec les mesures actuellement mises en place sur le site en matière de management environnemental.</p> <p>L'exploitant transmet à l'équipe d'inspection par courriel daté du 9 février :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le document de politique Qualité Sécurité Environnement du groupe daté de janvier 2023 ;</li><li>- Le suivi des indicateurs QSE 2023.</li></ul> <p>Ces documents ne répondent pas aux attentes de l'Inspection des installations classées.</p> <p><b>Non-conformité n° 20240201-MED-1 :</b> L'exploitant n'a pas mis en place de système de management environnemental (SME) conforme aux dispositions du BREF WT (Document de Référence sur les Meilleures Techniques Disponibles pour le secteur du Traitement de Déchets). L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de mettre en œuvre un Système de Management Environnemental dans un délai de 6 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 2 : BREF WT**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 10 août 2018, MTD 14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Emissions atmosphériques diffuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07 octobre 2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions atmosphériques diffuses de poussières, de composés organiques et d'odeurs, la MTD consiste à appliquer une combinaison appropriée de techniques.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection les technologies retenues par SAFETY KLEEN FRANCE pour répondre à la MTD 14 du BREF WT. Il s'agit:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un système de captation et de traitement des émissions atmosphériques composé d'un dispositif d'aspiration de vapeurs de solvants fourni par la société Antipoluir et d'une technique de traitement des effluents gazeux sur charbons actifs. Il indique ne pas avoir connaissance de la fréquence à laquelle les filtres à charbon devront être remplacés pour assurer leur efficacité en permanence ;</li><li>- d'un système de détection de fuite au moyen de détecteurs portatifs de composés organiques volatils (COV). Il s'agit de contrôles devant être effectués par campagnes ponctuelles. L'exploitant envisage une fréquence annuelle de contrôle sur le site en conditions de fonctionnement normal et indique que des campagnes supplémentaires pourront être réalisées s'il y a suspicion d'une fuite ou si une anomalie est constatée.</li></ul> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les fiches techniques, devis et factures des technologies retenues par SAFETY KLEEN FRANCE pour répondre à la MTD 14 du BREF WT.</p> <p>L'exploitant transmet à l'équipe d'inspection par courriel daté du 9 février 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un devis édité par la société Antipoluir daté du 13 novembre 2023 pour un système d'aspiration ;</li><li>- un bon de commande édité par SAFETY KLEEN FRANCE daté du 21 novembre 2023 pour une hotte aspirante.</li></ul> <p>Il n'a transmis aucun justificatif permettant d'attester que les équipements de traitement des effluents et de détection d'émissions fugitives de COV ont bien été commandés.</p> <p><b>Non-conformité n° 20240201-AST-2 :</b> L'exploitant n'a pas mis en œuvre la MTD 14 du BREF WT (Traitement des Déchets) concernant la réduction des émissions atmosphériques diffuses de poussières, de composés organiques et d'odeurs, l'échéance fixée par la Directive sur les Emissions Industrielles étant 4 ans après la publication des conclusions sur les MTD du BREF, soit au 10 août 2022.</p> <p>L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de sanctionner ce manquement par une astreinte administrative de 30 euros par jour pendant un mois, puis de 50 euros par jour jusqu'à retour à la conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> sans délai

**N° 3 : BREF WT**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 10 août 2018, MTD 19
<b>Thème(s) :</b> Autre, Consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07 octobre 2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Afin d'optimiser la consommation d'eau, de réduire le volume d'effluents aqueux produite et d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les rejets dans le sol et les eaux, la MTD consiste à appliquer une combinaison de techniques appropriées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection la technologie retenue par SAFETY KLEEN FRANCE pour répondre à la MTD 19 du BREF WT. Il s'agit de capteurs radars autonomes fabriqués par la société VEGA permettant un relevé instantané des niveaux des cuves avec report d'alerte sur téléphone portable lorsque la cuve atteint 90 % de remplissage. L'exploitant présente l'application informatique associée donnant le volume plein et le volume restant en temps réel, qui sera gérée à distance par une personne du siège. En cas de déclenchement de l'alarme, la pompe alimentant les citernes s'arrête instantanément.</p> <p>A la date de l'inspection, cette technologie n'est pas mise en place sur le site. L'exploitant transmet, par courriel daté du 9 février 2023, le bon de commande de 9 capteurs (3 par citerne) daté du 4 décembre 2023 délivré par la société VEGA. Il indique une échéance prévisionnelle de mise en œuvre en mars 2024 sans pour autant être en mesure de fournir de date précise de mise en fonctionnement.</p> <p><b>Non-conformité n° 20240201-AST-3 :</b> L'exploitant n'a pas mis en œuvre la MTD 19 du BREF WT suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 avril 2023 dans les délais qui lui étaient impartis.</p> <p>L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de sanctionner ce manquement par une astreinte administrative de 30 euros par jour pendant un mois, puis de 50 euros par jour jusqu'à retour à la conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> Sans délai

#### N° 4 : Exploitation des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 avril 2001, article 3.V.3.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 23 mars 2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications semestrielles. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection : le fichier interne d'inspections trimestrielles des équipements tenus par SAFETY KLEEN FRANCE ; le rapport d'intervention n° 03565065-001 réalisé par la société DESAUTEL Protection Incendie et daté du 08 février 2024 ; le contrat de vérification et de maintenance du système de détection incendie réalisé par VALSYS et daté du 08 février 2024, le dernier passage d'un organisme extérieur pour les détecteurs incendie datant de 2020.</p> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre également les rapports de vérification pour l'année 2023 pour ce qui concerne les moyens d'alerte et d'intervention/extinction en cas d'incendie.</p> <p>L'équipe d'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- L'exploitant a intégré les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention (bungalow, rétentions, bidons, extincteurs, détecteurs de flamme, alarmes, équipement ATEX, kit de conditionnement, magasin de stockage, etc.) à son programme interne de vérifications trimestrielles ;</li><li>- L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les rapports de contrôle de ces équipements réalisés par un organisme extérieur pour l'année 2023. Il présente le dernier rapport de contrôle des extincteurs daté du 16 décembre 2022 et un bon d'intervention pour la vérification du système de détection incendie daté du 27/02/2020 ;</li><li>- L'exploitant a fait passer, à la suite de la visite d'inspection précédente, un organisme extérieur pour la vérification des équipements d'intervention en cas d'incendie (rapport daté du 08/02/2024).</li></ul> <p>L'Inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée. Elle recommande cependant à l'exploitant l'intervention d'un organisme extérieur pour vérifier les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention, en compléments des vérifications réalisées en interne. La détermination de la fréquence de passage dudit organisme extérieur est à la charge de l'exploitant mais doit être proportionnée aux risques que représente le stockage des produits dangereux identifiés sur les installations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Organisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 avril 2001, article 3.V.7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes générales d'intervention



<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07 octobre 2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.  L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.  Cette équipe d'intervention devra s'entraîner à la manœuvre des moyens de secours au moins tous les 6 mois.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet par courriel daté du 9 février 2024 les consignes écrites établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs. L'équipe d'inspection constate son affichage, lors de la visite, dans le couloir reliant le magasin de stockage aux bureaux.  L'équipe d'inspection note que les procédures ne sont pas aisément compréhensibles en première lecture. Le titre et la présentation de chaque logigramme ne figurent pas sur la même page que le logigramme qu'ils décrivent, mais sur la page précédente, qui comprend le logigramme relatif à la partie précédente. Par exemple, en page 9, on trouve le logigramme relatif aux phénomènes naturels extrêmes (tempêtes, orage, inondations etc.), mais c'est la description relative aux fuites de gaz en extérieur qui se trouve en page 9.  L'exploitant indique, lors de la visite, avoir fait suivre à tout le personnel du centre une formation incendie dispensée par le SDIS le 10 novembre 2023 comprenant la manipulation des moyens d'extinction incendie. L'exploitant transmet à l'équipe d'inspection en date du 9 février la feuille d'émargement relative à la formation « Sensibilisation au risque incendie et utilisation extincteur sur unité mobile » datée du 25 février 2015. L'équipe d'inspection constate donc que cette formation n'a toujours pas été renouvelée depuis la visite d'inspection du 16 décembre 2022 et la mise en demeure du 7 avril 2023. L'exploitant n'a pu justifier de la formation qu'il indique avoir fait dispenser à son personnel par le SDIS en 2023.  <b>Non-conformité n° 20240201-AST-4 :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il a fait suivre récemment à son personnel une formation au risque incendie et à la manœuvre des moyens de secours. Il n'a pas constitué d'équipe de première intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de sanctionner ce manquement par une astreinte administrative de 30 euros par jour pendant un mois, puis de 50 euros par jour jusqu'à retour à la conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> Sans délai

#### N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 avril 2001, article 3.I.7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockages - Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> </ul>

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 23 mars 2023

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment.

**Constats :**

L'équipe d'inspection constate que la quantité de récipients mobiles de produits chimiques a diminué depuis la visite d'inspection du 16 décembre 2022 et que la plupart des contenants restants sont sur rétention. Cependant, elle constate que certains Grands Réservoirs Vrac (GRV) contenant des substances dangereuses d'après leur étiquetage sont stockés en extérieur sans rétention. L'exploitant indique:

- que seuls des lessiviels sont stockés hors rétention ;
- que ce sont des produits dilués à 2 ou 3 % et qu'ils ne restent pas plus de 24 h sur site ;
- qu'une feuille de route va être définie pour la réorganisation du site et pourvoir l'ensemble des stockages de matières dangereuses de rétentions.

**Non-conformité n° 20240201-MED-5 :** L'équipe d'inspection constate qu'il subsiste sur site des stockages de produits chimiques sans rétention associée.

L'exploitant est mis en demeure de placer, sous un délai de deux mois, l'ensemble des contenants de substances dangereuses sur rétention. Il en apportera les justificatifs à l'Inspection des installations classées au plus tard 15 jours suivant la mise en place des dispositifs de rétention.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 7 : Prévention des émissions dans le sol et les eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08 octobre 2015, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 23 août 2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines. Les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuation divers...) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le rapport de surveillance des eaux souterraines du 24 août 2023 pour la campagne de surveillance de juin 2023 réalisé par la société DI Environnement.</p> <p>L'équipe d'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le bureau d'études a constaté un ensablement de l'ensemble des ouvrages, excepté P14ter ;</li><li>- Que la purge des ouvrages n'est pas réalisée avant prélèvement en raison d'une « très mauvaise réalimentation générale du réseau piézométrique » ;</li><li>- Que le bureau d'études recommande une remise en état du réseau piézométrique notamment pour l'ouvrage P11 (décolmatage voire création d'un nouvel ouvrage).</li><li>- Ces remarques étaient déjà formulées dans les précédents rapports, sans que l'exploitant n'ait procédé à des actions correctives.</li></ul> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les procédures de contrôle et d'entretien des rétentions, du kit de conditionnement, des stockages (y compris GRV) et des pompes et canalisations (notamment au niveau du kit de conditionnement et des cuves de stockage). L'exploitant n'est pas en mesure de présenter ces documents. Il présente cependant le fichier de suivi des vérifications trimestrielles réalisées en interne pour l'année 2023 mentionnant que ces éléments sont contrôlés. Il indique que les rétentions sont pompées toutes les deux ou trois semaines.</p> <p><b>Non-conformité n° 20240201-MED-6 :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'équipe d'inspection les éléments justificatifs relatifs à l'entretien des équipements de prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines. L'exploitant n'a pas procédé aux actions correctives nécessaires à la remise en état du réseau de surveillance des eaux souterraines. Il est mis en demeure d'établir les procédures et comptes-rendus susmentionnés et de remettre en état le réseau piézométrique sous un délai de quatre mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 8 : Surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08 octobre 2015, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022</li></ul>

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 23 mars 2023

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise une surveillance périodique des eaux souterraines. Les prélèvements et analyses sont réalisés sur les substances listées ci-dessous, et à une fréquence semestrielle (hautes et basses eaux). La surveillance est effectuée sur les points de prélèvements (piézomètres) suivants : P10, P11, P12, P15, P17, P18 et P14ter. Les analyses portent sur les paramètres suivants :

- composés organo-aromatiques volatils (BTEx),
- hydrocarbures C5 – C40,
- niveaux piézométriques,
- pH, température, conductivité

Les prélèvements et analyses seront réalisés selon les normes françaises ou européennes en vigueur. Les résultats des analyses et des mesures des niveaux piézométriques en cote NGF sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 1 mois après leur réception avec systématiquement le plan d'implantation des piézomètres, les commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels.

Les courbes d'évolution dans le temps des teneurs des différentes substances sont également jointes au rapport transmis.

**Constats :**

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection :

- le rapport de surveillance des eaux souterraines du 24 août 2023 pour la campagne de surveillance de juin 2023 réalisé par la société DI Environnement ;
- Les bordereaux d'analyse des eaux souterraines réalisés par AGROLAB Group et datés du 13 décembre 2023, dans l'attente de la transmission par DI Environnement du rapport de suivi.

L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant les délais prescrits par arrêté préfectoral pour la transmission des résultats d'analyses et des mesures des niveaux piézométriques à l'Inspection des installations classées. Elle ne relève cependant pas de non-conformité à la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Bilan quadriennal**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08 octobre 2015, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 23 août 2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées un bilan de la surveillance des eaux souterraines tous les quatre ans, visant à commenter les évolutions des teneurs en polluants observées, et faire éventuellement des propositions concernant les adaptations possibles de la surveillance.</p> <p>Ce bilan est transmis à l'inspection des installations classées dans les trois mois suivant son achèvement.</p> <p>La périodicité des campagnes de prélèvement et analyses des eaux souterraines peut être modifiée sous réserve de l'accord de monsieur le préfet, après avis de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées par courriel daté du 9 février 2024 le bilan quadriennal pour la période 2016-2019. L'Inspection des installations classées note que le prochain bilan quadriennal couvrira la période 2020-2024.</p> <p>L'Inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée. Elle attire cependant l'attention de l'exploitant sur le délai de transmission du bilan quadriennal prescrit par arrêté préfectoral.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Réseaux de collecte des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 avril 2001, article 3.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 23 août 2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées de l'établissement est équipé à la sortie du séparateur d'hydrocarbure d'un obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ce dispositif, qui permet d'obtenir un volume potentiel de rétention de 9 m<sup>3</sup>, est maintenu et état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Son entretien et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'équipe d'inspection constate que la vanne de sectionnement du réseau de collecte des eaux pluviales est signalée par un panneau. L'équipe d'inspection vérifie la manœuvrabilité de ce système en demandant à l'exploitant de l'actionner en sa présence. Elle constate que le système est actionnable manuellement, mais pas depuis un poste de commande. L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le mode opératoire de l'utilisation de la vanne guillotine ;</li><li>- Le dernier rapport de vérification de l'étanchéité du système d'obturation du réseau d'eaux pluviales ;</li></ul> <p>L'exploitant transmet par courriel daté du 09 février 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le mode opératoire de l'utilisation de la vanne guillotine ;</li><li>- Le fichier de suivi des vérifications trimestrielles réalisées en interne.</li></ul> <p>Il indique ne pas avoir fait vérifier l'étanchéité du système d'obturation du réseau de collecte des eaux pluviales.</p> <p>Il indique à l'équipe d'inspection avoir dispensé une formation au personnel du site le du 8 février 2024.</p> <p>L'équipe d'inspection constate que la vanne de barrage fait partie des équipements de sécurité et d'urgence vérifiés par l'exploitant à une fréquence trimestrielle (accessibilité et actionnabilité). Cependant, elle n'a pas constaté, lors de sa visite, l'affichage des consignes sur site. Par ailleurs, au regard du système observé sur site, elle émet un doute sur sa bonne étanchéité.</p> <p><b>Non-conformité n° 20240201-MED-7 :</b> L'exploitant a défini par consigne le fonctionnement de la vanne de sectionnement permettant d'obturer le réseau de collecte des eaux pluviales. Cette consigne n'est cependant pas affichée sur site. L'exploitant indique qu'elle sera intégrée aux classeurs de situations d'urgence qui seront rendus disponibles sur site. L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de constituer ces classeurs sous un délai d'un mois. Elle demande également à l'exploitant de vérifier la bonne étanchéité du système d'obturation des eaux pluviales sous un délai de quatre mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois et 4 mois

**N° 11 : Qualité des effluents rejetés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 avril 2001, article 3.1.6.3
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions particulières de chacun des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07 octobre 2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau public d'eaux pluviales, les valeurs limites en concentration ainsi que les modalités de surveillance de l'effluent ci-dessous définies : <ul style="list-style-type: none"> <li>- MEST = 120 mg/l → Suivi ponctuel et mesure annuelle ;</li> <li>- DCO = 30 mg/l → ponctuel et annuelle ;</li> <li>- Hydrocarbures = 10 mg/l → ponctuel et annuelle</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant transmet par courriel daté du 9 février 2024: <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport de suivi de la qualité des eaux pluviales daté du 24 août 2023 réalisé par la société DI Environnement;</li> <li>- les bordereaux de suivi des déchets de curage du séparateur d'hydrocarbures datés du 28 juillet 2023 et du 29 décembre 2023.</li> </ul> <p>L'équipe d'inspection constate le respect des valeurs limites d'émission pour l'ensemble des paramètres mesurés.</p> <p>L'inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée. Elle attire cependant l'attention sur le délai de transmission des résultats de mesures prescrit par arrêté préfectoral.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure